

Bruxelles, 08 février 2024

Communiqué de presse

Liberté de choix et santé des femmes : Appel urgent de la Plateforme Abortion Right pour une amélioration de l'accès à l'IVG en Belgique.

Face aux récentes sorties médiatiques et politiques au sujet de l'avortement, la plateforme Abortion Right, qui regroupe des associations francophones et néerlandophones¹ luttant pour l'amélioration de l'accès à l'IVG en Belgique et en Europe, souhaite se faire entendre.

Après une instrumentalisation politique du dossier de l'IVG en 2019, nous n'admettons plus qu'un tel scénario se reproduise...

Pour les membres de la plateforme, la situation est claire :

- Le cadre législatif entourant la pratique de l'IVG en Belgique n'a jamais pleinement répondu aux besoins de toutes les femmes, ni hier, ni aujourd'hui.
- Le rapport de 300 pages commandité par le gouvernement, réalisé par plus de 30 expert-es de tous horizons et supervisé par toutes les facultés de médecine du pays est unanime quant à la nécessité de modifier la loi de 2018 et d'améliorer les conditions actuelles dans lesquelles l'IVG doit se pratiquer. Ce rapport met en évidence l'importance de placer les femmes au centre du dispositif. Les 25

¹ Centre d'Action Laïque, Centre du Libre Examen, Centre Séverine, Conseil des Femmes Francophone de Belgique (CFFB), deMens.nu (Unie Vrijzinnige Verenigingen vzw), Humanistisch-Vrijzinnige Vereniging (HVV), Fédération des Centres de Planning et de Consultations, Fédération des Centres Pluralistes de Planning Familial, Fédération Laïque de Centres de Planning Familial, La Fédé militante des Centres de Planning familial solidaires – Sofélia, FGTB-ABVV, Furia, GACEHPA, Garance, Humanitish Verbond, LUNA, Médecins du Monde –, Nederlandstalige Vrouwen Raad (NVR) avec abstention de Vrouw & Maatschappij, O'Yes ASBL, Synergie Wallonie pour l'Egalité entre les Femmes et les Hommes, Université des femmes, VUB Dilemma et Amnesty International



recommandations qu'il contient ont été rendues publiques il y a près d'un an, mais depuis lors, aucun débat constructif n'a eu lieu.

Le jeu électoral et la publicité autour de positions personnelles d'élus et mandataires politiques détournent le débat du réel objectif, celui d'un enjeu de santé publique, d'égalité d'accès à la santé et d'autonomie de choix des femmes. Le rapport et le consensus scientifique qui le soutient révèlent aujourd'hui que les opposant-es à l'évolution de la loi de 2018 défendent une position idéologique, forcément dangereuse pour la liberté et la santé des femmes.

La plateforme Abortion Right rappelle avec force qu'il ne s'agit pas d'être pour ou contre l'avortement, mais bien de permettre aux femmes de prendre des décisions autonomes en ce qui concerne leurs corps et leurs vies. Il est urgent de prendre en considération la réalité et les causes multiples de grossesses non désirées, qu'il s'agisse de problèmes hormonaux, d'échecs de contraception, de dénis de grossesse ou encore d'erreur dans le diagnostic de grossesse, sans oublier les viols ou les violences conjugales qui s'aggravent ou se déclenchent avec la grossesse.

Les femmes ont le droit fondamental de décider si elles souhaitent devenir mères ou non, et personne ne devrait pouvoir prendre cette décision à leur place ou leur refuser cette possibilité. Il est crucial que les femmes, en particulier les plus précarisées, puissent accéder à l'avortement dans des conditions optimales, sans obstacles ni stigmatisation. Le respect des droits des femmes en matière de santé et d'autonomie de décision doit être considéré comme un principe inaliénable.

→ Lien vers le mémorandum de la plateforme FR : <https://www.abortionright.eu/2023/09/26/memorandum-de-la-plateforme-abortion-right-elections-belges-2024/>